1790.



TESTAMENT
FORCÉ ET CONDITIONNEL
DES ARISTOCRATES AGONISANS,

Ou restitution à la Nation des droits pécuniaires & honorifiques des ci-devant Seigneurs.

AVIS AUX ARISTOCRATES.

LE cri de la Liberté Françaiſe vient de ſe faire entendre dans tout le Royaume : le Drapeau eſt déployé aux quatre coins de la France, portant cette inſcription : LA LIBERTÉ OU LA MORT.

Les ſiècles où le Peuple étaient dans

l'ignorance ſe ſont écoulés ; la lumière a ſuccédé aux ténèbres, les hommes ſont éclairés, le tems de ce dur & long eſclavage eſt expiré heureuſement.

Depuis environ neuf cens ans, Meſſieurs les Ariſtocrates, vous ou vos prédéceſſeurs, vous avez ſubtiliſé à nos Monarques des droits de toute eſpèce, tant droits Pécuniaires que droits Honorifiques, Privilèges, exemptions, &c. vous avez voulu ſans doute ignorer qu'un Souverain ne peut pas donner des prérogatives à un certain nombre de ſes ſujets, ſans porter préjudice à ſes autres ſujets ; vous ne devez pas douter d'un ſeul moment que nous ſommes tous pétris du même limon, que nous ſortons tous d'une même ſouche ; la diſtinction qu'il y a eu juſques à préſent parmi les hommes, eſt de pure inſtitution humaine ; par conſéquent nous naiſſons tous égaux ; nous devons en ce monde nous faire diſtinguer par nos ſentimens, nos bonnes mœurs & nos talens ; & vous MM. les Ariſtocrates, vous prétendez très-mal-à-propos, que nous reſpections vos vieux parchemins, qui vous donnaient des injuſtes droits ſur la terre ; votre plus court parti eſt de les brûler, afin que vos deſcendans ne prennent mal au cœur en les liſant.

C'est vous, nobles de quatre jours, qui êtes les plus entêtés, nobles à prix d'argent, dont la majeure partie se sont enrichis peut-être par des voies illicites, & dignes de blâmes : si ce n'est vous, ce sont vos ancêtres.

L'ancienne Noblesse est beaucoup plus humaine ; la France serait déjà restaurée, si nous n'avions eu qu'elle à combattre.

Nobles à prix d'argent, Robins, Agioteurs, Monopoleurs, rappelez-vous de la Lanterne de Foulon, & réfléchissez que ving-trois contre un, la partie n'est pas égale ; noubliez pas de lire ce qui est écrit sur les drapeaux de la Troupe Nationale ; & vous, Messieurs du Clergé, sous le manteau de la Religion, vous aigrissez vos frères les uns contre les autres : enragés de ce qu'on vous ôte un bien qui appartient à la Nation, pour payer les dettes de l'Etat : vous faites tout votre possible pour détruire la France. Autrefois vous jettiez la pierre, & vous cachiez le bras, à présent vous vous êtes montrés tout à découvert ; vous n'avez plus de mesures à garder, vous jouez de votre reste.

Ennemis jurés du bonheur de la France, rentrez en vous-même, ne reculez

pas pour mieux ſauter ; vous voilà auprès du foſſé, gare la culbute.

Réponſe des Ariſtocrates.

Pour le préſent, ne pouvant mieux faire, nous reſtituons à la Nation tout ce qui lui appartient, avec réſerve que ſi Noſſeigneurs des Parlemens, nos bons amis, qui nous rendaient ſi bien juſtice, venaient à finir leurs vacations, pour reprendre leurs fonctions comme ci-devant, nous déclarons que nous plaiderons pardevant eux, pour faire condamner la Nation à nous laiſſer jouir paiſiblement & perpétuellement, nous & nos deſcendans, de tous nos anciens droits Pécuniaires, Honorifiques, Privilèges, exemptions, que nous cèdons préſentement à la Nation, ſans renoncer de rentrer dans nos anciens droits, lorſqu'il ſera poſſible.

L'Aſtrologue des Ariſtocrates répond : vous n'y rentrerez jamais plus.

FIN.

A MARSEILLE,

Chez Jean MOSSY, Père & Fils, Imprimeurs du Roi & de la Nation. 1790.